

Paris 19 février 2014

Le « PACTE DE RESPONSABILITÉ », ce sont les attaques contre la sécu, l'austérité, le chômage...

Le gouvernement français, contrairement aux promesses du candidat Hollande, a apposé sa signature sur le « Pacte Budgétaire Européen ».

En signant ce texte, la France a accepté de soumettre ses « dépenses publiques » (budget de l'État, des collectivités territoriales et de la protection sociale) aux diktats de la « Troïka » (FMI, Banque Centrale Européenne, Union Européenne) qui impose partout en

Europe des politiques d'austérité, qui a imposé les deux dernières réformes des retraites en France, celle de Fillon et celle d'Ayrault.

Le « pacte de responsabilité » proposé par François Hollande est tout entier soumis aux injonctions de la Troïka.

La réalité du « pacte de responsabilité », la voilà :

Le gouvernement s'attaque aux Allocations Familiales

Au cours de sa conférence de presse du 14 janvier, sous prétexte « d'alléger le cout du travail », le président Hollande a annoncé la fin des cotisations patronales d'allocations familiales.

Si demain les employeurs sont exonérés des cotisations sociales d'allocations familiales, celles-ci seront financées par des taxes comme la TVA, par l'impôt sur le revenu ou par la CSG, ou un mélange de tout cela. Elles deviendraient un élément du budget de l'État.

La charge en reposera donc sur les contribuables, c'est à dire les salariés.

Mais pire ! L'État pourra décider des coupes sombres, en réduire le montant, voire en supprimer le financement, puisque, dans la même conférence de presse, François Hollande a annoncé une baisse sans précédent des « dépenses publiques ».

Une réduction planifiée de plus de 50 milliards des dépenses publiques !

Le 14 janvier, François Hollande a annoncé: « *Entre 2015 et 2017, nous devons dégager au moins 50 milliards de plus. C'est beaucoup - cela n'a même jamais été fait... Pour y parvenir... toutes les dépenses, toutes les politiques, toutes les structures seront concernées. L'État, c'est son rôle, montrera l'exemple. Mais il ne peut pas être seul dans ce processus puisqu'il ne représente qu'un peu plus d'un tiers de la dépense publique. Le reste étant à la charge des collectivités locales et de ce qu'on appelle la protection sociale.* »

50 milliard d'économies supplémentaires, s'additionnant à celles déjà réalisées !

Autant de suppressions de postes dans la fonction publique (État, collectivités territoriales, hôpitaux) et dans la Sécurité sociale, de fermetures de sites, de fusions, de regroupements de services publics., de blocage des salaires des fonctionnaires et des agents de la sécurité sociale.

Aujourd'hui les Allocations Familiales... Demain toute la Sécurité Sociale ?

François Hollande a été clair : « *Quant à la sécurité sociale... j'ai dit que nous devons lutter contre les excès et contre les abus. Il ne s'agit pas seulement de la fraude... Ce qu'il faut c'est réduire la multiplication des prescriptions... des médicaments... et cette pression sur l'hôpital...* » a-t-il dit au cours de sa conférence de presse 14 janvier.

Excès, abus le fait de se soigner ? D'aller à l'hôpital ?

Comment peut-on avoir un tel cynisme !

Ce que prépare le gouvernement, c'est :

- Encore plus de déremboursements de médicaments,
- Encore plus de fermetures de lits d'hôpitaux,
- Encore moins de prise en charge des frais de santé par la sécurité sociale

Austérité salariale et PMT

La Direction de la Macif, entreprise se réclamant haut et fort de l'économie dite sociale, prétend baisser nos salaires en 2014.

En effet, le fait de geler les augmentations générales pour tous les salariés, constitue une baisse du pouvoir d'achat sans précédent dans l'histoire de l'entreprise.

A FO, nous sommes pour des augmentations générales couvrant au minimum l'inflation.

Depuis plusieurs mois, malgré un résultat net sur le 1^{er} semestre 2013 de 80 Millions d'euros (dernier résultat disponible), un discours alarmiste porté par la DRH permet à certaines organisations de se dédouaner de leurs responsabilités de défense des intérêts des salariés.

Une façon particulière pour celles-ci de nous dire : acceptons le gel des salaires, on sauvera peut être l'emploi.

Bien sûr l'emploi est important, il est même primordial, mais les politiques gouvernementales, comme celles des entreprises, d'abaissement du coût du travail n'aboutissent qu'à une moindre consommation, générant stagnation et récession entraînant gel des salaires et plans de licenciement.

Oui, il faut augmenter les salaires par les augmentations générales, seul moyen de relancer l'économie.

L'autre volet de l'austérité à la Macif, c'est le **PMT** qui restructure en profondeur l'entreprise dans tous les services, au « mieux » en centralisant certains, au pire en délocalisant ou externalisant d'autres, impactant ainsi tout les salariés. C'est par exemple le cas actuellement pour les collègues des services PJ, du « pôle finance épargne » ou les Conseillers Technico Commerciaux.

Un premier chantier sur la téléphonie augmente partout l'amplitude de travail et généralise le travail du samedi pour les téléconseillers ; demain, ce sera la généralisation sur l'ensemble du réseau.

Pour remettre en cause cette austérité, nous proposons à l'ensemble des Organisations syndicales (comme nous l'avons déjà fait pour la NAO 2014) de s'opposer aux politiques d'austérité et au pacte de responsabilité en organisant avec FO la grève et les manifestations, le 18 mars prochain.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite : prendre contact me syndiquer

Pour tout contact : FEC FO

Secrétariat FO Macif

28 rue des petits Hôtels

75010 PARIS

Email : fo.macif@gmail.fr

Jacques CHATEAU

RS Comité de Groupe

Tel : 06 49 23 20 78

Email : jchateau@macif.fr

Mathieu CORNILLAUD

Elu Comité Central Entreprise

Tel : 06 72 44 48 63

Email : mcornillaud@macif.fr

Vous retrouverez tous nos tracts et informations complémentaires sur notre site internet :

www.fomacif.fr